



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Mai

La Voix du Nord : 01/05/10

Nuage islandais, crise grecque : l'Europe en panne de leadership

Le nuage volcanique islandais, et la gestion de la crise grecque ont mis en évidence les difficultés des Vingt-Sept à coordonner leur action dans l'urgence. Lorsque le volcan a commencé à cracher ses cendres, les autorités nationales ont semblé être livrées à elles-mêmes pour décider des mesures à prendre.

Après la pression des compagnies aériennes sur les gouvernements, les ministres des Transports de l'UE se sont réunis par visioconférence afin de mettre en place un système de zones. Quant à la crise grecque, la réticence de l'Allemagne à débloquer les fonds nécessaires a alimenté les craintes des marchés.

Les nouvelles institutions de l'UE nées du traité de Lisbonne visant à rendre l'Europe plus efficace et plus audible avec un président et une « ministre » des Affaires étrangères n'en sortent pas grandies. Le président de l'UE, Herman Van Rompuy s'efforce de maintenir une cohésion en convoquant des sommets, mais sa volonté de maintenir un profil bas à son poste le rend inaudible dans l'opinion publique.

La Voix du Nord : 02/05/10

C'est l'Europe qui tombe malade

Certains pays de l'Union sombrent dans les déficits, menacent de faire faillite, affichent des taux de chômage alarmants. Les yeux sont rivés sur la Grèce attaquée par les marchés et qui est dans l'incapacité de rembourser sa dette. Cependant, si les Européens avaient accepté

de l'aider rapidement, les taux d'intérêt n'auraient pas atteints ces sommets. Aujourd'hui il faut plus de 100 milliards d'euros à Athènes sur trois ans pour ne pas sombrer. Les marchés n'ont pas de morale, mais ils répondent toutefois à une logique.

De plus, la Grèce ne peut même plus se sauver en quittant la zone euro, car ses dettes augmenteraient avec des proportions gigantesques. Les inquiétudes se tournent aussi vers le Portugal et l'Espagne.

S'ils se trouvaient dans l'incapacité de rembourser leurs dettes, c'est toute l'Europe et l'euro qui seraient menacés. L'Europe se déconstruit, donnant raison aux eurosceptiques, aux protectionnistes, et aux populistes.

La Voix du Nord : 03/05/10

La Grèce prête à faire des sacrifices pour sortir de son déficit abyssal

La Grèce a annoncé hier, une cure d'austérité sur trois ans. Le plan de rigueur va imposer des sacrifices à une population déjà soumise à rude épreuve. Des économies de 30 milliards d'euros doivent permettre de ramener le déficit public de la Grèce sous les 3% du PIB d'ici à la fin 2014.

L'accord a été conclu à Athènes avec le FMI et les Européens. Le Premier ministre grec Georges Papandréou a déclaré que le plan de rigueur imposera au pays « de grands sacrifices » et une « grande épreuve ». La chancelière allemande Angela Merkel a qualifié hier de « très ambitieux » le plan d'austérité de la Grèce.

20 minutes : 03/05/10

Crise Le pays doit économiser 30 milliards d'euros sur trois ans

Régime de rigueur pour la Grèce

La Grèce se prépare à trois années d'extrême rigueur budgétaire. L'Union européenne et le FMI se sont accordés sur un montant de 110 milliards d'euros en trois ans, mais le pays devra en échange appliquer un plan d'austérité important. Afin d'économiser 30 milliards d'euros sur

trois ans, le pays n'a plus le choix et devra accepter ces « grands sacrifices » selon le Premier ministre.

Cependant, les Grecs estiment que cette situation est injuste, et ne se sentent pas responsables des erreurs de gestion du gouvernement précédent. De plus, ils sont prêts à se battre contre ce nouveau plan qui pourrait faire baisser leur pouvoir d'achat de 10 à 30% mais le plan de rigueur devra être respecté « à la virgule près » a averti Berlin.

Direct Lille Plus : 03/05/10

La burqa interdite en Europe ?

Silvana Koch-Mehrin, une vice-présidente allemande du parlement européen a appelé hier à l'interdiction du voile intégral dans l'UE. Une interdiction contraire à la convention européenne des droits de l'homme, selon des organisations musulmanes et l'ONG Human Rights Watch.

Direct Lille Plus : 03/05/10

Grèce

Des aides mais des sacrifices

L'aide financière massive de l'Union européenne et du FMI pour sauver la Grèce de la faillite a été conclue au prix de sacrifices importants pour les citoyens. Les Grecs vont devoir réaliser 30 milliards d'euros d'économies sur trois ans et ramener leur déficit public sous le seuil de 3% du PIB d'ici à 2014.

En contrepartie des principales mesures d'austérité, les ministres des Finances de la zone euro ont activé hier un plan d'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans, dont 80 milliards à leur charge et le reste apporté par le FMI.

Direct Lille Plus : 04/05/10

Crise grecque

Lagarde veut tirer des leçons

La ministre de l'Economie française, Christine Lagarde a affirmé réfléchir à une réforme du Pacte de stabilité européen. Ce dernier est

censé garantir la cohésion de la zone euro mais n'a pas suffi à protéger l'Europe face à la crise grecque.

Afin d'éviter que cela se reproduise la ministre prône l'instauration de « mécanismes de prévention et d'alerte » pour détecter rapidement les difficultés d'un pays.

Elle a aussi dénoncé l'action des agences de notation qui ont été mises en cause, et a annoncé que l'Autorité des marchés financiers (AMF) pourrait bientôt durcir la surveillance de ces agences.

La Voix du Nord : 04/05/10

La contribution au plan d'aide à la Grèce : un prêt qui ne fait pas l'unanimité

L'Assemblée s'apprête à donner son feu vert à la contribution française au plan d'aide à la Grèce. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde a rappelé qu'il ne s'agissait pas d'un don ou d'une subvention mais bien d'un prêt.

Le débat ne fait pas l'unanimité pour une partie de la gauche. La Grèce ne parvient plus à émettre des obligations sur les marchés financiers et si elle parvenait à le faire, le taux serait supérieur à 12%.

Les prêts consentis à la Grèce ne devraient rien coûter aux contribuables français. La France devrait même s'enrichir grâce aux intérêts, en raison de l'écart avantageux entre le taux auquel elle emprunte et celui auquel elle prête.

Direct Lille Plus : 05/05/10

L'euro continue sa chute

Hier, pour la première fois depuis environ un an, l'euro est passé sous le seuil de 1,30 dollar, miné par la crise des dettes des Etats en Europe. C'est une bonne nouvelle pour les exportateurs français mais une mauvaise pour le pouvoir d'achat.

Direct Lille Plus : 05/05/10

UE : Van Rompuy pas satisfait de son poste

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy affirme qu'il a « tout fait pour refuser » d'être nommé à ce poste, « jusqu'au dernier moment, j'ai tout fait pour refuser cette nomination » explique-t-il dans une interview qui doit paraître dans *Le Pèlerin magazine*.

Direct Lille Plus : 05/05/10

Crise en Grèce

La colère gagne la rue

Hier, les forces de l'ordre se sont confrontées aux manifestants grecs lors d'un rassemblement de protestation contre les mesures d'austérité du gouvernement. Le secteur du privé devait rejoindre les rangs aujourd'hui pour une grève générale. Les mesures drastiques d'Athènes en contrepartie d'une aide de 110 milliards d'euros ne passent décidément pas.

«Au cours des dix dernières années, les Grecs ont bénéficié d'un enrichissement factice, nous a expliqué hier l'économiste Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS. La capacité du pays à ramener son déficit de 14% en 2009 à moins de 3% en 2014 reste dans l'incertitude. Selon Elie Cohen, « il est très probable que le pays ne retrouve son niveau d'activité de 2008 que dans cinq à huit ans. »

20 minutes : 05/05/10

Crise L'Espagne inquiète, les marchés replongent

La fausse rumeur qui affole l'Europe

Une folle rumeur et tout s'écroule. Hier, les places européennes se sont effondrées et l'euro a chuté alors que le plan d'aide à la Grèce venait d'être annoncé.

Mais c'est une information infondée qui s'est propagée selon laquelle l'Espagne, pays au fort taux de chômage, mais stable et sûr, aurait besoin de 280 milliards d'euros. L'Espagne, la Grèce et le Portugal ont vu exploser les taux d'intérêt de leurs emprunts.

Selon l'économiste Denis Ferrand « rien ne justifie les attaques contre l'Espagne. Mais quand on croit qu'un pays ne va pas pouvoir payer sa dette, on augmente les intérêts, à un point tel que le pays ne peut effectivement plus rembourser. » La crise actuelle est inquiétante car désormais, les marchés n'attendent même plus les réponses des agences de notation pour se fier à elles.

20 minutes : 06/05/10

Grèce Près de 30 000 personnes ont défilé hier Trois morts à Athènes dans la manifestation

Lors d'une manifestation contre le plan de rigueur, de violents affrontements ont éclaté entre jeunes et policiers. C'est ainsi qu'une banque a été incendiée à cause d'un cocktail Molotov jeté par un groupe de manifestants. Deux femmes et un homme ont péri dans les flammes et cinq blessés ont été hospitalisés. Le Premier ministre Georges Papandréou a condamné cet acte.

De violents affrontements ont également éclaté devant le Parlement grec. Une citoyenne grecque, Dorothy Mouratidou était présente lors de la manifestation et a déclaré « je ne sais pas si le gouvernement sera capable d'arrêter la colère des citoyens grecs et j'espère que ceux-là ne s'arrêteront pas de protester contre cette injustice sociale. »

Direct Lille Plus : 06/05/10

Grèce La crise tourne au drame

La grève générale contre le plan d'austérité a tourné au drame hier, deux femmes et un homme ont péri dans l'incendie d'une banque provoqué par un groupe de manifestants.

« Notre pays est au bord du gouffre » a déclaré le président grec Karolos Papoulias. Le Premier ministre, Georges Papandréou a dénoncé les débordements : « protester est une chose, tuer en est une autre. Les auteurs des violences seront arrêtés et jugés. »

Les violences se sont concentrées autour du Parlement grec, où une commission examinait les mesures du plan d'austérité. Cependant la crise sociale risque de se prolonger, dans la mesure où le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'imposer les mesures de rigueur.

La Voix du Nord : 06/05/10

La tourmente boursière se poursuit : la survie de l'euro est-elle en jeu ?

Pour certains économistes, la crise de la dette grecque menace de s'étendre à d'autres pays et menace la survie de l'euro. Les Bourses européennes ont de nouveau chuté, la Commission européenne a bien tenté de calmer l'incendie en annonçant des prévisions de croissance à la hausse pour la zone euro en 2010 et 2011 mais rien n'y a fait.

Dans un climat de tourmente financière, les voix mettant en cause la survie de la monnaie unique se font de plus en plus nombreuses. La crise grecque et ses risques de contagion révèlent les difficultés de gouvernance et les disparités économiques de la zone euro. Pour l'économiste Marc Touati, il faut aussi redéfinir le rôle de la Banque centrale européenne.

La Voix du Nord : 06/05/10

Grèce : la grève générale contre la rigueur dégénère et fait trois morts

Le Premier ministre grec a dénoncé le « meurtre » de trois employés de banque qui ont péri dans l'incendie de leur établissement provoqué par une émeute en marge de la manifestation. Il a déclaré que les responsables seraient retrouvés et traduits en justice. La manifestation a réuni quelque cent mille personnes qui protestaient contre le plan d'austérité du gouvernement.

Des violences ont éclaté, et la grève générale a paralysé le pays. Les syndicats du secteur privé et du public reconnaissent que le gouvernement se devait de réduire ses dépenses mais ils déplorent que ce soit les Grecs les plus modestes qui doivent en subir les conséquences.

La France devra s'occuper de ses propres déficits

La France va bientôt devoir présenter des mesures crédibles pour réduire ses propres déficits. Bruxelles a légèrement revu ses prévisions de déficits publics pour la France, qui devraient s'établir à 8% du PIB cette année et 7,4% en 2011. Pour la commission des finances du Sénat, les prévisions transmises à Bruxelles devraient faire « l'objet d'un débat au Parlement » suivi d'un vote chaque année.

L'Union : 06/05/10

La peur de la contagion

La chancelière allemande Angela Merkel et le directeur français du FMI, Dominique Strauss-Kahn ont mis en garde hier contre un risque de contagion des difficultés de financement de la Grèce à d'autres pays de la zone euro. Pour la troisième journée depuis le début de l'année, les Grecs ont manifesté contre le plan d'austérité.

Angela Merkel a estimé que l'avenir de l'Europe était en jeu. De plus, la crainte d'une crise généralisée de la dette souveraine dans la zone euro fait chuter les Bourses et l'euro a touché un niveau plus bas. La chancelière allemande a précisé que le succès du plan d'aide à la Grèce serait déterminant pour « l'avenir de l'Europe, et avec lui l'avenir de l'Allemagne dans l'Europe. »

Elle a ajouté que la Grèce devait recevoir l'aide promise pour éviter une réaction en chaîne qui menacerait la stabilité du système financier international et européen. Dominique Strauss-Kahn estime que la France et l'Allemagne ne sont pas menacées.

La Voix du Nord : 06/05/10

Insertion, éveil et civisme :

L'odyssée européenne de Loïc, Julien et Sullivan

Loïc Leroy, Julien Delabye et Sullivan Boury sont inscrits au centre de formation INSTEP de Fourmies et participent depuis hier à l'épopée des jeunes européens. Cette opération en partenariat avec la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache célèbre les 60 ans de la déclaration de Robert Schuman. Ce voyage permet à des centaines de jeunes

ressortissants européens de découvrir les arcanes de l'Union européenne. Le trio fourmisien est parti pour deux jours à Bruxelles afin de participer à des forums et des colloques puis ils se rendront ensuite au musée Robert Schuman de Scy-Chazelles avant d'assister le 9 mai à la présentation d'un spectacle vivant. Pour Nathalie Payen, formatrice à l'INSTEP, ce sera l'occasion de préparer ces trois jeunes à la mobilité qu'ils ne connaissent pas.

20 minutes : 07/05/10

Crise Les dirigeants des Seize se réunissent aujourd'hui à Bruxelles

La zone euro joue son avenir

Aujourd'hui, les dirigeants des pays de la zone euro se réunissent en sommet extraordinaire dont l'objectif est double. Il s'agit de stopper la crise et en empêcher une prochaine.

En effet, l'Union monétaire traverse une période noire. Le plan d'aide à la Grèce devait rassurer les marchés mais les Bourses doutent de la capacité du pays à redresser son économie. Elles s'inquiètent aussi de la stabilité de l'Espagne et du Portugal. Il faut alors revoir les règles de fonctionnement de la zone euro.

Pour la chancelière allemande Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy, il faut renforcer la rigueur budgétaire de tous les pays de l'UE et donner des outils de « sanctions ». Le couple franco-allemand souhaite aussi « un cadre de résolution des crises » c'est-à-dire, un nouveau texte de loi pour encadrer le sauvetage boursier des Etats.

Cependant les discussions risquent d'être animées, car de nombreux gouvernements veulent la création d'un gouvernement économique européen, or la souveraineté économique des Etats est un sujet sensible.

Direct Lille Plus : 07/05/10

Economie

La zone euro en péril

La zone euro traverse la plus grave crise de son histoire, la monnaie européenne est déstabilisée. Les dirigeants européens, la chancelière allemande Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy, en tête sont sur tous les fronts pour tenter d'éteindre l'incendie. Le couple franco-allemand appelle à un « renforcement de la surveillance budgétaire » dans la zone euro.

La crise que connaissent plusieurs pays européens rend le scénario d'une implosion de la zone euro crédible. Certains pays pourraient être tentés de revenir à leur monnaie nationale, ce qui leur donnerait la possibilité de la dévaluer, mais aussi d'instaurer un moratoire sur leur dette. L'existence même de la monnaie européenne est désormais remise en cause.

La Voix du Nord : 07/05/10

« L'Union européenne doit renforcer les mécanismes de surveillance des politiques budgétaires des Etats »

Pour Stéphane Gregoir, directeur de la recherche à l'EDHEC, la crise grecque révèle les problèmes de fonctionnement de l'Europe. Il a déclaré que « l'Union européenne n'a pas mis en place des mécanismes assez contraignants sur la coordination des politiques fiscales des Etats membres.

Les chefs d'Etat allemand et français ont souligné leur volonté politique de soutenir financièrement tous les pays de la zone euro, mais aussi de renforcer les mécanismes de surveillance budgétaire.

La sortie d'un pays de la zone euro n'est pas facile à mettre en œuvre et aggraverait la situation des pays qui sortent. Les risques de contagion sont réels. Un défaut ou une annulation de dette aurait des conséquences très importantes sur les systèmes financiers et donc l'activité de la zone euro. »

Zoom

Le Parlement adopte le plan de rigueur

Le Parlement grec a approuvé hier le nouveau plan de rigueur du gouvernement qui considère que c'est la seule solution pour éviter la faillite de la Grèce. Afin d'obtenir l'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans, Athènes a élaboré un programme d'austérité draconien.

L'Union : 07/05/10

Ils veulent sauver l'euro

Dans une lettre commune, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel souhaitent « renforcer la surveillance budgétaire. » Les deux dirigeants prônent ainsi une meilleure gouvernance économique de la monnaie unique, et écartent toute tentation d'exclure les mauvais élèves de l'euro.

Les deux dirigeants affirment que « tous les Etats membres sont responsable » de la stabilité de la zone euro et de la solidité de la monnaie. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel estiment que le fait de résoudre la crise grecque sera insuffisant et invitent les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Eurogroupe à annoncer leur disposition à prendre des mesures pour « renforcer la gouvernance économique de l'euro. »

Ils souhaitent donc un renforcement de la surveillance budgétaire, et une cohérence accrue entre les procédures budgétaires nationales et le pacte de stabilité. L'Allemagne et la France veulent la création « d'un cadre robuste pour la résolution des crises ». Ce qui pourrait conduire à la création d'un fonds monétaire européen.

Le Courrier de Fourmies : 07/05/10

60^e anniversaire de la déclaration de R. Schuman

Trois Fourmisiens à « l'épopée des jeunes »

Le 9 mai, l'Europe fêtera le 60^e anniversaire de la déclaration de Robert Schuman. A cette occasion, 400 jeunes européens vont se réunir à Scy-Chazelles, le lieu de résidence de Robert Schuman. C'est là qu'il prit l'engagement politique de l'unification de l'Europe.

Trois Fourmisiens inscrits à l'INSTEP de Fourmies (centre de formation) participeront au voyage. Participer à ce rassemblement est une véritable opportunité pour les trois Fourmisiens qui vont découvrir l'entreprise et être sensibilisés à la citoyenneté, à l'Europe afin de sortir avec une formation qualifiante.

La Voix du Nord : 08/05/10

Le spectre d'une contagion de la crise grecque a fait replonger les Bourses

Les Bourses européennes ont de nouveau chuté hier, avant une réunion des dirigeants de la zone euro destinée à endiguer la crise grecque et son éventuelle contagion. Le Parlement allemand a donné son feu vert pour le plan d'aide à la Grèce, malgré une opinion publique hostile à ce prêt.

Les gouvernements italien et espagnol ont pris des décrets-lois pour l'aide à la Grèce. Le Parlement de Lisbonne a lui aussi décidé de participer malgré ses propres difficultés. Le président de l'Autorité des marchés financiers en France Jean-Pierre Jouyet, a annoncé que son pays allait enquêter sur les rumeurs sans fondement qui ont visé l'Espagne et l'Italie.

Le Premier ministre démissionnaire belge Yves Leterme s'est prononcé pour sa part pour une plus forte gouvernance économique. Hier soir, les dirigeants européens ont approuvé à Bruxelles, l'activation du plan d'aide de 110 milliards d'euros. L'Allemagne est en faveur de sanctions contre les pays trop laxistes, notamment la suspension du droit de vote lors des réunions de l'UE, ou la privation de certaines subventions européennes.

La chasse aux spéculateurs est ouverte

Les spéculateurs sont dans le collimateur des dirigeants européens qui les accusent d'être responsables de la crise grecque. L'UE a entrepris de moraliser et de rendre plus transparent le secteur financier. Les Européens envisagent de créer leur propre agence de notation pour faire contrepoids aux agences américaines.

La Voix du Nord : 09/05/10

Une écharpe européenne pour le défi

Le comité de jumelage Fourmies-Bernburg s'est associé au défi de la plus grande écharpe du monde, avec des pièces de laine qui reprennent les drapeaux français et allemand. Ces pièces seront incorporées à l'actuelle écharpe qui mesure déjà 7 700 mètres.

Le défi fourmisien fait des émules un peu partout en Europe, avec des participants allemands, suisses, ou luxembourgeois. Les Espagnols de la future commune jumelle, Arenas de San Pedro vont également participer.

L'Union : 09/05/10

Sous l'effet de la crise grecque, la zone euro réagit On s'assoit sur les principes

La zone euro a décidé de frapper fort en se dotant d'un mécanisme de gestion de crise reposant sur une garantie financière de ses membres. Ce dispositif permettra à la Commission européenne de s'endetter sur les marchés financiers, avec la garantie des Etats membres et de la Banque centrale européenne, pour prêter de l'argent à un pays qui rencontre des difficultés.

Cette mesure avait été exclue lors de la création de la monnaie unique en 1999 pour éviter qu'un Etat ne délaisse ses déficits publics en comptant sur un soutien communautaire. Aujourd'hui, la gravité de la crise grecque et les risques de propagation ont conduit à une révision des concepts.

L'Union : 09/05/10

Le 9 mai 1950 Schuman amorçait l'Europe

Le 9 mai 1950, dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman lançait un appel à l'Allemagne pour une mise en commun du charbon et de l'acier. C'est le point de départ d'une Communauté économique européenne devenue aujourd'hui l'Union. Le 9 mai est la journée de l'Europe qui symbolise cet engagement politique.

La méthode communautaire a évolué car on ne fonctionne pas à vingt-sept comme à six. La volonté de transférer le cerveau de la construction européenne de la Commission vers le Conseil européen n'est pas simple. L'historien François Roth qui est l'auteur d'une impressionnante bibliographie sur Robert Schuman a apporté ce commentaire : « S'il a laissé un héritage, il n'a pas vraiment eu d'héritier. »

Ce sont des « Sages » qui le disent L'UE ne tiendra pas en l'état

L'Union européenne ne parviendra pas à maintenir son influence dans le monde sans un leadership fort selon un groupe d'anciens responsables européens. Ce « groupe de Sages » présidé par l'ancien président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, a réfléchi sur l'avenir de l'Europe et invite les Vingt-Sept à passer à la vitesse supérieure en ce qui concerne la coordination des politiques économiques et d'approfondissement du marché intérieur.

Le groupe a fait parvenir un rapport dans lequel il déclare qu'il faut « renforcer d'urgence la gouvernance économique au sein de l'UE si nous voulons éviter les chocs asymétriques liés à la coexistence de l'union monétaire et du marché unique, d'une part, et de politiques économiques divergentes, d'autre part. » Le groupe a également fait parvenir une série de mesures qu'il recommande afin de répondre aux défis du leadership et de la gouvernance économique.

Direct Lille Plus : 10/05/10

Zone euro

La solidarité à l'épreuve

Après avoir validé le prêt de 110 milliards d'euros sur trois ans à la Grèce qu'ils financeront à hauteur de 80 milliards d'euros (le FMI apportant le reste), les pays membres ont multiplié les réunions.

Hier la Commission européenne se réunissait dans le but d'adopter un fonds de soutien pour les Etats membres en difficulté, présenté ensuite aux ministres des Finances des 27 pays de l'UE.

La nécessité est à l'heure actuelle de mettre en place un « mécanisme européen de stabilisation ». Il s'agirait de créer un fonds monétaire européen pour aider les pays en difficulté afin qu'ils puissent emprunter à des taux abordables.

La création d'un fonds de soutien mettrait fin à un paradoxe. En effet, pour le moment, seuls les pays qui ne font pas partie de la zone euro peuvent bénéficier de ce genre de prêts européens, les pays membres n'y ont pas droit. Selon l'économiste Marc Touati, « si la zone euro explose, c'est toute l'Union européenne qui sera éclaboussée. »

20 minutes : 10/05/10

Crise L'UE peine à trouver un accord sur le fonds d'aide aux pays fragiles

Un dispositif pour sauver l'euro

Quand il s'agit de l'euro, l'Union européenne peine à parler d'une seule voix. Les responsables européens s'étaient fixés comme objectif de créer un « fonds d'urgence » qui permettrait de stabiliser l'euro et qui serait opérationnel dès ce matin, avant l'ouverture des marchés.

Une idée est survenue lors de la réunion des seize dirigeants européens de la zone euro. Celle-ci est de permettre à la Commission européenne d'agir seule, afin d'éviter de refaire les mêmes erreurs que lors de la crise grecque.

Pourquoi ne pas créer un fonds de soutien, contrôlé par la Commission ? Il permettrait d'aider rapidement les pays fragiles en empruntant à leur place quand ils rencontrent des difficultés. Hier, les 27 ministres des Finances se sont réunis, en urgence, pour valider ce dispositif car sa création nécessite l'accord de l'Union.

Une question restait cependant en suspens qui est de savoir qui paiera pour ce fonds ? Les 27 pays de l'UE ou juste ceux de la zone euro ? Les avis divergent, pour la Grande-Bretagne, un tel mécanisme ne doit concerner que l'Eurogroupe, alors que la Suède estime que toute l'UE peut subir les attaques sur la zone euro. La France et l'Allemagne, longtemps en désaccord sur le dossier grec sont désormais « en accord complet » sur les mesures à prendre.

La Voix du Nord : 10/05/10

Les ministres européens des Finances veulent un Fonds de soutien d'urgence

Hier, lors d'une réunion à Bruxelles, les ministres des Finances ont montré leur détermination à « défendre l'euro ». La ministre espagnole Elena Salgado dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne a déclaré à la presse « Nous allons défendre l'euro, nous pensons que nous devons donner plus de stabilité à notre monnaie, et nous ferons tout ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. »

Le dispositif repose sur l'emprunt de la Commission européenne avec la garantie des Etats membres, puis l'argent est redistribué sous forme de prêts aux pays qui le demanderaient. Ce dispositif existe déjà pour les pays de l'UE non membres de la zone euro avec une enveloppe de prêts d'urgence de 50 milliards d'euros.

En ce qui concerne les Etats, la Grande-Bretagne est prête à autoriser le dispositif mais refuse d'y apporter sa contribution. L'Allemagne a proposé un vaste plan d'aide financier avec un montant total de 500 milliards d'euros qui impliquerait le FMI.

La Voix du Nord : 10/05/10

Hirson

Des écoliers citoyens européens

Afin de célébrer la création de la première Union européenne, la communauté européenne du charbon et de l'acier, la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache organise une conférence débat avec Franck Bouly, chargé de communication de la structure.

Tous les élèves de CM2 des écoles d'Hirson rencontreront Franck Bouly avec qui ils retraceront l'histoire de la construction européenne, son avenir et ce qu'elle peut leur apporter au quotidien.

L'Union : 10/05/10

Un séjour à Bruxelles pour trois Thiérachiens

Un plus pour un projet

Trois jeunes Thiérachiens doivent revenir aujourd'hui de leur voyage à l'occasion des 60 ans de la déclaration de Robert Schuman. Ils ont rencontré de nombreux jeunes Européens et c'était effectivement le but de ces journées « organisées dans l'esprit de Robert Schuman » souligne Carole Libert qui travaille à la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache (partenaire du projet).

Les trois jeunes avouent ne pas parler de langues étrangères, ce qui peut sembler surprenant pour un tel programme. C'est cependant pour cette raison qu'ils sont partis afin de montrer que tout le monde peut avoir sa chance.

Soins de santé

Cela fait un an que la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache a reçu la labellisation « Europe Direct » Le directeur de la structure Stéphane Libert annonce qu'en « France on compte 50 points Europe Direct et en Europe 500. » Cela permet d'avoir un centre de documentation européenne.

La Maison de l'Europe organise le samedi 29 mai, une conférence à propos de l'accès aux soins de santé pour les transfrontaliers. Elle prévoit aussi d'organiser à l'automne prochain, une conférence sur la retraite des transfrontaliers.

D'autres réunions probables à la fin de l'année porteront sur le traité de Lisbonne, l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'exclusion et la pauvreté, puis les financements européens. Un séminaire est également prévu pour les comités de jumelage.

L'Union : 10/05/10

Journée de l'Europe ce lundi à Hirson

Les élèves de CM2 des écoles d'Hirson vont apprendre beaucoup de choses sur l'Europe aujourd'hui. Franck Bouly, chargé de communication à la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache, réalisera six conférences d'une heure chacune sur l'histoire de la construction européenne et du traité de Lisbonne. Le thème de la citoyenneté sera également évoqué. Cette journée de l'Europe est organisée chaque année par la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache.

20 minutes : 11/05/10

Crise Après l'annonce du fonds d'aide de l'UE, les Bourses se sont redressées de façon phénoménale Les places financières y vont à fond

Hier, les Bourses européennes se sont envolées, après l'annonce d'un fonds d'urgence de 750 milliards d'euros, créé par l'Union européenne, pour aider les pays fragiles. C'est une somme que pourraient prêter l'UE, la Banque centrale européenne et le FMI. Le calcul de cette somme se base sur l'argent qu'il faudrait pour rembourser la dette des pays fragiles, à leur place, en deux années.

La BCE a annoncé qu'elle allait racheter des titres de dettes grecs et espagnols. C'est une mesure exceptionnelle afin de couper court à la spéculation. En effet, ce n'est pas son rôle, elle doit maintenir la stabilité des prix en maniant les taux d'intérêt à la hausse ou à la baisse. Les

gouvernements en crise doivent toujours rembourser car l'UE prête mais ne paie pas à leur place.

Direct Lille Plus : 11/05/10

Plan d'aide de la zone euro

Plan de soutien historique

Rassurées par l'annonce du plan de secours aux pays de la zone euro en difficulté, les Bourses européennes se sont envolées hier. Après onze heures de tractations, les vingt-sept ministres européens des Finances réunis dans l'urgence sont parvenus à un accord historique.

Le plan de soutien implique la Commission européenne, les pays de la zone euro, et pour la première fois la Banque centrale européenne. Cette dernière a commencé à acheter des obligations d'Etat pour apaiser les marchés. Le plan de soutien semble avoir convaincu le monde entier.

La Voix du Nord : 11/05/10

La zone euro

« Une bataille est gagnée, la crise demeure »

Yannick Roudaut anime une cellule de veille et de prospective sur l'économie durable et la finance responsable au sein d'Alternité. Selon lui, le plan de secours de l'Union européenne et l'action des banques centrales seront suffisants pour endiguer la crise à court terme. Il ajoute cependant qu'à moyen terme ce plan « ne résout pas la crise budgétaire ». Selon Yannick Roudaut, il existe un écart entre les marchés dont le temps est plus court et l'économie réelle.

De plus, les agences de notations sont financées par des capitaux privés, « pourquoi n'a-t-on toujours pas créé des agences aux capitaux publics ou mixtes capables d'apporter un avis alternatif ? » Le risque « est celui d'une nouvelle crise bancaire », les marchés doivent donc être rassurés sur « la capacité des Etats à faire face à leurs engagements financiers. »

Une quote-part française d'environ 88 milliards

Chaque Etat participe au plan de secours européen en proportion de sa quote-part dans la Banque centrale européenne. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde précise que la somme de 88 milliards d'euros n'est pas un prêt, et que cette somme n'alourdirait pas la dette de la France tant qu'elle ne serait pas mise en œuvre.

La Voix du Nord : 11/05/10

Union européenne

750 milliards pour sauver

Le plan de soutien d'un montant pouvant aller jusqu'à 750 milliards d'euros a provoqué l'euphorie hier des Bourses européennes. Ce plan a officiellement été baptisé « mécanisme de stabilisation européen ».

C'est un instrument de prêts de la Commission européenne qui emprunte sur les marchés, avec la garantie des Etats membres pour aider un pays en difficulté, en raison « d'événements exceptionnels » comme le prévoit le traité européen.

Ce mécanisme existait déjà pour les pays de l'UE hors zone euro. Les Etats vont créer une société spéciale pour emprunter sur les marchés (« Special Purpose Vehicle ») d'une durée de vie de trois ans. Son activation donnera accès à de l'argent sur les marchés proportionnellement à la participation des Etats de la zone euro dans le capital de la Banque centrale européenne.

Le FMI s'est engagé à apporter une contribution additionnelle de 250 milliards d'euros. La BCE va intervenir sur les marchés en achetant des titres de dettes des pays en difficulté, ce qui fera barrage à la spéculation. Tous les Etats se sont engagés à réduire leurs déficits.

La Voix du Nord : 11/05/10

Plan de stabilisation Sauver le soldat euro

Les Bourses mondiales ont bondi grâce au plan de stabilisation de 750 milliards d'euros mis en place par l'Union européenne. Aujourd'hui, l'Europe doit être unie pour ne pas perdre la guerre économique qui fait rage. Les chefs d'Etat ont montré qu'ils pouvaient se mobiliser afin de sauver l'euro.

Cependant rien n'est gagné, les fragilités sont toujours présentes et l'Europe est en panne de croissance. Les pays européens déclinent et doivent s'unir, sans colonne vertébrale, sans vision commune, sans moyens institutionnels de prendre des décisions, l'Europe risque de sortir du jeu économique.

20 minutes : 12/05/10

Les Bourses reviennent à la raison

Hier, les Bourses mondiales sont reparties à la baisse, ce qui signifie la prudence après un lundi marqué par des hausses records. L'annonce d'un grand plan de soutien avait dopé les échanges, mais le calme est revenu au sein des places financières. Il n'est pas encore certain que les plans d'aide (à la Grèce ou à la zone euro) seront efficaces. En effet, pour l'être il faut que les gouvernements parviennent à imposer une grande rigueur.

La Voix du Nord : 12/05/10

Athènes demande une première aide dans un climat encore incertain

La Grèce a demandé le versement de 20 milliards d'euros. C'est la première tranche du plan de sauvetage de l'Union européenne et du FMI. 5,5 milliards d'euros promis par le FMI vont être versés et le reste de la somme viendra de l'UE.

C'est une bouffée d'air frais pour la Grèce qui avait reconnu ne pas pouvoir rembourser des prêts obligataires arrivant à échéance. En échange, la Grèce s'est engagée à une cure d'austérité draconienne.

En ce qui concerne les Bourses, si l'euphorie du plan de soutien de la zone euro était de mise, hier elles se sont montrées plus prudentes avec un net repli.

La Voix du Nord : 12/05/10

Ecoliers et aînés fêtent l'Europe ensemble

Le comité de jumelage Anor-Europe a fêté la journée de l'Europe avec trois jours d'avance. Les personnes du troisième âge et 80 élèves anoriens se sont réunis à cette occasion. Le programme a permis des animations diverses avec un questionnaire européen et un goûter international.

La Voix du Nord : 12/05/10

L'Europe expliquée aux écoliers de CM2 : perplexité, étonnement et géographie

En ce début de semaine, tous les élèves de CM2 d'Hirson et de Fourmies participent à une conférence sur l'Europe. Franck Bouly de la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache intervient dans les écoles pour résumer en cinquante minutes la construction européenne et ses enjeux. La première question posée aux élèves concerne la géographie de l'Europe.

La devise de l'UE « unis dans la diversité » conduit les élèves à des réflexions nuancées. Ainsi l'agrandissement avec l'entrée de dix pays en 2004 a été abordé, puis la suppression des frontières. Comme les adultes ils choisissent ce qui les intéresse dans la construction européenne.

La Voix du Nord : 15/05/10

La semaine vue par Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes

« C'est une véritable révolution qui a été entreprise en Europe »

« Il y a vingt ans, au moment de la chute du Mur de Berlin, la monnaie unique avait été conçue sans gouvernement économique. Quant à la Banque centrale européenne, il était hors de question qu'elle se porte au secours des Etats défailants. » Pierre Lellouche a ajouté que « c'est une véritable révolution qui a été entreprise à l'initiative de la France. »

Ce dernier a déclaré qu'il fallait un « véritable pilotage commun des politiques économiques et budgétaires. » Il faudra aussi « une régulation concertée avec les Américains et les Asiatiques des fonds spéculatifs et des agences de notation notamment. »

La Voix du Nord : 16/05/10

Europe

Trichet : « Des temps dramatiques »

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet a estimé que les marchés se trouvaient dans « la situation la plus difficile depuis la Deuxième Guerre mondiale » dans un entretien à paraître dans l'hebdomadaire *Spiegel*.

« Nous avons vécu et vivons des temps véritablement dramatiques. Selon Jean-Claude Trichet, « les marchés ne fonctionnaient plus » en fin de semaine passée, lors de la vague de panique sur les bourses européennes.

Métro : 17/05/10

« Tout ce que nous avons fait avec les dispositifs d'aide, c'est gagner du temps. »

Hier, en évoquant le plan de stabilisation mis en place par l'Union européenne, la chancelière allemande, Angela Merkel a jugé

« inadmissible » que la Grèce ait « falsifié ses statistiques pendant des années ».

20 minutes : 17/05/10

Euro

Réunion des ministres des Finances

Les ministres des Finances de la zone euro se réunissent aujourd'hui à Bruxelles pour tenter de trouver une solution à la dégringolade de la monnaie unique que le plan de soutien n'a pas su enrayer. Paul Volcker, conseiller économique de Barack Obama, avait évoqué l'éventualité d'une « désintégration » de la zone euro.

Direct Lille Plus : 17/05/10

Economie

Comment sauver l'euro ?

Les ministres des Finances tenteront une nouvelle fois aujourd'hui de trouver des solutions, mais ils disposent de moyens limités. L'euphorie qui avait prévalu lundi dernier après l'annonce du plan de sauvetage de la Grèce aura été brève. Les analystes craignent que les mesures de rigueur prises ou envisagées par les pays en difficulté ne pèsent sur leur croissance qui est déjà faible.

De plus, le scénario d'une contagion inquiète aussi. L'objectif des ministres des Finances sera donc aujourd'hui de rassurer les marchés. Selon l'économiste Elie Cohen « en rachetant de la dette grecque ou espagnole, la Banque centrale européenne mène la politique adéquate. »

Direct Lille Plus : 18/05/10

Crise de la zone euro

Mission : restaurer la confiance

Les ministres des Finances de la zone euro devaient tenter de restaurer la confiance des investisseurs hier, à Bruxelles. Les marchés craignent la contagion de la crise grecque à d'autres pays européens. Les pays comme l'Espagne, le Portugal, ou l'Italie présentent des déficits

inquiétants. Ainsi la Commission européenne a proposé d'imposer dès 2011, un examen par l'Union européenne des budgets des pays.

20 minutes : 18/05/10

Crise L'Eurogroupe s'est réuni pour rassurer les marchés financiers

L'inquiétude sur les places boursières est toujours présente. La journée d'hier a montré que le plus grand défi de la zone euro pourrait être le retour de la croissance et non pas le plan d'aide à la Grèce ou le plan de soutien à tous les pays de l'Union.

C'est pour rassurer les marchés que les responsables européens se sont réunis hier. Pour sortir de la crise, l'Union devra continuer à agir de manière concertée. Hier, en début de journée, l'euro a atteint son pire niveau depuis quatre ans. Cette chute bénéficie aux exportations, mais sa rapidité a inquiété les dirigeants européens.

La Voix du Nord : 18/05/10

Pour la première fois en France, Dunkerque accueille dès demain, la 6^e conférence européenne des villes durables

Après l'échec du sommet de Copenhague, la 6^e conférence européenne des villes durables de Dunkerque entend redonner un peu d'espoir. La ville va accueillir pendant trois jours 1500 personnes venues de toute l'Europe.

Les thèmes développés seront notamment celui du réchauffement climatique, de l'approche locale du développement durable, de la coopération urbaine internationale, de l'achat public responsable, etc.

Ce sera l'occasion pour Dunkerque de mettre en avant son implication dans le domaine des négociations internationales sur le climat. A la fin des trois jours, deux déclarations seront présentées grâce à la réflexion et les débats menés.

La Voix du Nord : 18/05/10

L'euro baisse, bonne nouvelle !

L'euro a perdu 20% de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année. Et si c'était la meilleure nouvelle pour une économie européenne, à la recherche de la reprise ? En effet, les exportateurs se lamentaient de la surévaluation de l'euro face au dollar. L'euro fort a fait perdre des emplois et des marchés par les délocalisations des exportateurs hors de la zone euro.

Aujourd'hui, si l'équilibre entre les deux monnaies se confirme, les industriels qui ont délocalisé vont devoir revoir leurs plans. De plus, la baisse de l'euro inquiète Barack Obama, cela prouve que la baisse de l'euro serait une bonne nouvelle. Il a demandé à ses dirigeants de « rassurer les marchés. »

L'Allemagne qui est le meilleur exportateur européen a vu ses ventes s'envoler. En France, l'industrie du luxe, les producteurs de champagne et de cognac se frottent les mains. Cependant, la baisse de l'euro va renchérir les importations.

La Voix du Nord : 18/05/10

L'euro poursuit sa chute, la discipline budgétaire s'impose

Les ministres des Finances ont promis hier de redoubler d'efforts pour réduire les déficits. Les grands argentiers des seize pays partageant l'euro se sont réunis hier à Bruxelles. Les craintes pour la dette des pays européens persistent malgré le plan de soutien de 750 milliards d'euros.

La Commission européenne avait annoncé dans la foulée vouloir imposer un examen des budgets de chaque pays dès 2011. Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, a émis l'idée d'inscrire dans la Constitution un plafond pour les déficits, cela reviendrait à adopter une discipline budgétaire plus importante.

Direct Lille Plus : 19/05/10

Premier prêt européen à la Grèce

La Grèce a encaissé hier une première tranche de prêts européens (14,5 milliards d'euros), a annoncé la Commission européenne. Les pays de la zone euro doivent prêter 80 milliards d'euros à la Grèce et le Fonds monétaire international.

Direct Lille Plus : 19/05/10

L'euro chute à son niveau d'avril 2006

L'euro est passé hier sous la barre des 1,22 dollar pour la première fois depuis avril 2006, alors que les marchés financiers restent pessimistes face à la crise budgétaire dans la zone euro.

20 minutes : 19/05/10

Grèce

Une première enveloppe versée

La première tranche des prêts européens promis à la Grèce, d'un montant de 14,5 milliards d'euros, a été versée hier, selon la Commission européenne.

La Voix du Nord : 19/05/10

Conférence européenne des villes durables

« Les collectivités sont considérées comme forces de proposition, parfois comme poil à gratter »

Entre la conférence de Copenhague et celle de Mexico, en décembre, il y a la 6^e conférence européenne des villes durables qui se tient à Dunkerque. Selon Michel Delebarre, député-maire de Dunkerque et ancien président du Comité des Régions, la conférence sur le climat à Copenhague « a permis quelques avancées. »

Lorsqu'il était président du Comité des Régions européennes, ce dernier a fait ratifier un texte qui vise à renforcer et faire connaître les actions des villes en ce qui concerne le développement durable. Michel

Delebarre ajoute que son inclination pour l'écologie et le développement lui vient de Dunkerque. La ville est en effet, « le premier site énergétique européen. »

Il explique que la conférence va permettre de confronter les expériences et les pratiques de chacun. « Dans cette Déclaration de Dunkerque, nous reviendrons sur les enjeux climatiques et la responsabilité des territoires dans le développement durable. » Cette conférence ne sera pas ouverte au public, mais il ne sera pas exclu pour autant.

La Voix du Nord : 19/05/10

Zone euro

Les fonds spéculatifs sous surveillance

Les pays de l'UE ont décidé de renforcer l'encadrement des fonds spéculatifs ou *hedge funds*, malgré les objections de la Grande-Bretagne et les inquiétudes des Etats-Unis. Ces nouvelles règles imposeraient de s'enregistrer auprès des autorités de régulation et de remettre des informations sur leurs activités.

La Voix du Nord : 19/05/10

Finances

Un « Monsieur euro »

Les institutions européennes devraient désigner un « Monsieur euro » chargé de veiller à la cohérence de l'action économique de l'UE. Cette personnalité devrait être le commissaire responsable des questions économiques et monétaires.

La Voix du Nord : 20/05/10

Crise financière

L'Allemagne durcit le ton

L'Allemagne a décidé d'intensifier son combat contre la spéculation et tient à le faire savoir. Elle a interdit la vente à découvert de certains produits financiers jusqu'au 31 mars 2011 et espère un front européen

au prochain G20. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a soutenu la décision de Berlin.

La Voix du Nord : 20/05/10

Athènes, sous un ciel lourd de menaces, descend une nouvelle fois dans la rue

Une nouvelle grève générale doit se dérouler aujourd'hui en Grèce. Les forces de l'ordre sont réunies près du domicile de Carolos Papoulias, le président grec, autour du parlement, et d'autres fixent les manifestants. C'est la même chose presque tous les jours.

Après l'annonce en novembre de Georges Papandréou que le pays avait menti sur ses chiffres depuis des années, après le mépris des allemands qui les traitaient de « cancre » et après le drame qui avait coûté la vie à trois employés de banque, les Athéniens avalent peu à peu la pilule du plan drastique.

Sofia Vassalos, dans sa petite pharmacie déclare que ce que les habitants ont du mal à avaler, « c'est le système vicié, et la corruption généralisée qui a saboté l'économie. » Cette dernière désigne les politiques comme responsables et coupables d'avoir laissé faire depuis trente-cinq ans.

Le gouvernement doit trouver de l'argent... coûte que coûte

Georges Papandréou a réussi à obtenir le prêt conjoint de l'UE et du FMI in extremis, pour éviter la banqueroute du pays qui devait verser 9 milliards d'euros d'un prêt arrivant à échéance. Afin de ramener le déficit à 3% du PIB dans les trois ans, comme l'exige Bruxelles, le Premier ministre a annoncé des mesures violentes.

Les Grecs ont fini par comprendre qu'ils ne peuvent échapper à cette rigueur, mais ils refusent de « payer pour ceux qui se sont enrichis ». Le fisc va lancer des vérifications sur les salaires des médecins, qui déclarent parfois cinq ou dix fois moins que ce qu'ils gagnent.

L'Union : 20/05/10

L'accès transfrontalier aux soins trop complexe Une relative liberté de soins

Le système Transcard est mal connu et donc sous-utilisé. Ce système permet d'être plus vite remboursé en cas d'hospitalisation pour un Français en Belgique et inversement. Le samedi 29 mai aura lieu une conférence-débat sur « l'accès transfrontalier aux soins de santé ».

Cette conférence est à l'initiative de la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache ainsi que de l'association des « Frontaliers inquiétés » présidée par Bart Moreau. De plus en plus d'Européens se font hospitaliser dans un autre pays. Par ailleurs, le 1^{er} mai, de nouveaux textes européens sont sortis et éclaircissent la problématique de l'accès aux soins.

20 minutes : 21/05/10

David Cameron en visite à Paris

Le nouveau Premier ministre britannique qui est eurosceptique, a réservé à la France et l'Allemagne, son premier déplacement à l'étranger. C'est l'occasion de « réaffirmer que le Royaume-Uni considère comme une priorité absolue de travailler étroitement avec l'Union européenne », selon un porte-parole du 10 Downing Street.

Nicolas Sarkozy avait déclaré avant les élections que « si Cameron gagne, il fera comme les autres. Il commencera anti-européen et il finira pro-européen. C'est la règle. » Paris et Berlin espèrent lors de cette visite sonder les propositions de l'élu conservateur sur les projets de taxation financière, qui seront abordés lors du G20 à Toronto.

Le Courrier de Fourmies : 21/05/10

Les élèves et l'Europe

Dans le cadre de la Semaine de l'Europe, la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache est allée à la rencontre des élèves de CM2. Chaque année, la Semaine de l'Europe permet de découvrir davantage cette entité. La semaine dernière, Franck Bouly, intervenant de la Maison de l'Europe est venu faire une présentation aux élèves de CM2. Plusieurs questions ont été posées comme ce qu'est l'Europe, quelle est son histoire ? A quoi servent les traités ? L'enjeu est de « faire réfléchir les enfants sur les questions européennes » explique Franck Bouly.

La Voix du Nord : 22/05/10

Zone euro

Les Européens d'accord pour durcir la discipline

Les ministres des Finances de l'UE se sont accordés hier à renforcer la discipline budgétaire, en appliquant des sanctions pour les mauvais élèves, le cas échéant. La Commission européenne a notamment proposé d'imposer dès 2011, un examen des budgets des pays.

La Voix du Nord : 22/05/10

La Maison de l'Europe s'intéresse à la santé

La Maison de l'Europe de la Grande Thiérache poursuit sa mission d'information. Ainsi elle organise des conférences-débat sous la houlette de son directeur Stéphane Libert en collaboration avec l'association des « Frontaliers inquiétés » présidée par Bart Moreau. Des conférences ont été organisées sur les thèmes des retraites et du chômage et la prochaine abordera « l'accès transfrontalier aux soins de santé » le samedi 29 mai.

La Voix du Nord : 23/05/10

Cinquantième décollage réussi pour Ariane 5

La fusée Ariane 5 a accompli sa première mission de l'année. Elle a placé sur orbite deux satellites de télécommunications ASTRA-3B et

COMSATBw-2. Le premier doit assurer des télécommunications sur l'ensemble de l'Europe durant quinze ans.

Le second a rejoint COMSATBw-1 lancé en octobre 2009. Ces deux satellites doivent permettre au ministère de la Défense allemand de « bénéficier d'un réseau de communication sécurisé pour la transmission de voix, données, fax, applications vidéo et multimédia. »

La Voix du Nord : 26/05/10

L'Italie a approuvé hier une sévère cure d'austérité pour faire face à la crise

L'Italie est le septième pays européen à adopter un plan d'austérité. Un petit tour d'horizon en ce qui concerne d'autres pays.

Grèce. Athènes a adopté en mai un nouveau plan visant à réduire de 30 milliards d'euros le déficit public, pour le ramener d'ici à 2014 sous le seuil européen de 3% du PIB. Cette cure est la contrepartie de l'aide financière de la zone euro et du FMI.

Espagne. Madrid a annoncé en janvier un plan d'austérité de 50 milliards d'euros d'ici à 2013, afin de ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013.

Portugal. Lisbonne a renforcé en mai ses objectifs de redressement budgétaire, promettant de ramener son déficit de 9,4% du PIB en 2009 à 4,6% dès 2011.

Irlande. En 2009, Dublin a adopté deux plans d'austérité de 3 et 4 milliards d'euros pour ramener le déficit public à 11,5% du PIB en 2010.

Italie. Rome a approuvé hier une cure d'austérité de 24 milliards d'euros pour 2011-2012.

France. Le déficit public, attendu au niveau record de 8% du PIB cette année, doit revenir à 3% en 2013.

Royaume-Uni. Le nouveau gouvernement a présenté un premier programme de coupes immédiates dans les dépenses des ministères (sauf pour la Santé, la Défense et l'Aide au développement).

La Voix du Nord : 26/05/10

Herman Van Rompuy reçu à l'Élysée

Le président permanent du Conseil européen Herman Van Rompuy était en visite hier à l'Élysée, à l'heure où les plans de rigueur budgétaire se multiplient dans l'Union européenne. Aucun des participants de la rencontre n'a fait de commentaire à la sortie.

Le Courrier d'Hirson : 27/05/10

Les transfrontaliers et l'accès aux soins

Le samedi 29 mai aura lieu une conférence-débat sur l'accès aux soins de santé des travailleurs transfrontaliers. Cette conférence est proposée par la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache en collaboration avec l'association des « Frontaliers inquiétés. » La situation est encore très floue concernant le dispositif Transcard.

De plus un nouveau règlement européen est entré en vigueur le 1^{er} mai 2010. En quoi consiste-t-il et qu'en est-il de la zone transfrontalière franco-belge ? Les transfrontaliers bénéficieront-ils de nouveaux droits ? Toutes ces questions seront abordées lors de la conférence et les intervenants tenteront d'y apporter des réponses.

La Voix du Nord : 27/05/10

Bruxelles veut taxer les banques en cas de futures crises

La Commission européenne a proposé hier de créer des fonds nationaux qui seraient financés par les banques en Europe afin de faire face à de futures crises financières. Cela a suscité une inquiétude au Royaume-Uni.

Le commissaire européen chargé des services financiers, Michel Barnier a déclaré « qu'il n'est pas acceptable que les contribuables continuent de supporter la lourde charge du sauvetage du secteur bancaire », comme en 2008-2009 lorsque les pouvoirs publics sont venus en aide aux banques.

La Voix du Nord : 27/05/10

Les bourses rebondissent, l'euro s'enfonce

Hier, les Bourses européennes ont retrouvé des couleurs, mais l'euro a continué à perdre de la valeur face au dollar. La chasse aux bonnes affaires est repartie sur les marchés, soutenue par les prévisions revues à la hausse de l'OCDE et des indicateurs américains de bon augure.

La reprise sera toutefois nettement moins forte dans la zone euro qu'aux Etats-Unis. Les inquiétudes pesant sur la zone euro ne sont pas encore balayées. En effet, les investisseurs craignent toujours que les plans d'austérité ne finissent par étouffer la croissance en zone euro.

Métro : 27/05/10

L'Europe va serrer la vis

Au risque de mettre un frein à la reprise, plusieurs pays ont pris des mesures drastiques pour réduire leur déficit. Après la Grèce, le Portugal, l'Irlande, la France ou encore la Grande-Bretagne, c'est l'Italie qui a présenté des mesures drastiques.

Comme pour les autres pays de l'UE, le but est évidemment d'éviter « de se retrouver dans la situation de la Grèce » selon Silvio Berlusconi.

Les efforts n'ont cependant pas réussi à apaiser les marchés, et les places financières redoutent que les plans d'austérité ne mettent en péril la reprise. Le risque est de freiner la consommation et donc la croissance.

Métro : 27/05/10

CO2 : l'UE ne relèvera pas ses ambitions

La commissaire européenne Connie Hedegaard devait proposer hier de relever de 20 à 30% l'objectif de réduction de gaz à effet de serre en Europe à l'horizon 2020. Elle a cependant dû renoncer à ses ambitions sous la pression du ministre allemand de l'Economie et du ministre français de l'Industrie inquiets des risques de délocalisation dans une période de crise. La commissaire affirmait pourtant que le surcoût serait minime et que cela pourrait être un exemple pour la Chine et les Etats-Unis.

La Voix du Nord : 27/05/10

Vers la commercialisation de cigarettes anti-incendie

En 2008, la Commission européenne avait préconisé que les cigarettes vendues dans l'UE soient dotées d'un dispositif pouvant arrêter la combustion avant que la cigarette ne mette le feu dans les habitations.

La Voix du Nord : 28/05/10

Un lâcher de ballons pour soutenir l'Europe

L'association Fourmies-Bernburg a organisé un lâcher de ballons pour célébrer les 60 ans de la déclaration de Robert Schuman. A cette occasion, le comité de jumelage franco-allemand a convié 250 élèves des écoles primaires.

Selon Thierry Vaille, le président de l'association Fourmies-Bernburg, le but était de sensibiliser les enfants à la notion d'Europe. Après le lâcher de ballons, les enfants ont écouté les hymnes français et allemand puis l'Hymne européen.

La Voix du Nord : 29/05/10

Casse-tête pour la fille d'une patiente française en maison de retraite belge

Une octogénaire placée dans une maison de retraite belge a vu la prise en charge de ses soins refusée par la Caisse régionale d'assurance maladie sous prétexte qu'elle réside à l'étranger. Si elle avait su, Chantal Poyart n'aurait pas fait admettre sa mère dans une maison de retraite belge.

Les Nordistes sont nombreux à « placer » un parent dans un établissement belge. Le problème est survenu lorsque la mère de Chantal Poyart a dû se faire hospitaliser à Mons. Cette dernière a reçu une première facture au titre de frais ambulanciers toujours pas remboursés à ce jour.

Le problème est que la mère de Chantal Poyart est considérée comme résidant en Belgique et à ce titre ne peut plus bénéficier d'une couverture sociale en France. De plus la pensionnaire de la maison de retraite touche une pension pour avoir travaillé en Belgique et touche également une pension pour avoir travaillé en France.

Santé : « quasi révolution » pour les frontaliers

Selon une enquête sur la mobilité transfrontalière des personnes âgées, menée par l'Observatoire franco-belge, il y a beaucoup plus de personnes qui franchissent la frontière pour trouver un eldorado dans les maisons de repos en Belgique.

Depuis le 1^{er} mai, un nouveau règlement européen est entré en vigueur. Les modifications ne seront pas en défaveur des résidents français en Belgique. Depuis cette date, les résidents français peuvent conserver leur carte vitale à l'étranger.

De plus, une personne qui touche une pension dans un pays conservera l'intégralité de ses droits dans cet Etat, en cas d'installation dans un pays de l'UE.

La Voix du Nord : 29/05/10

Le comité de jumelage va accueillir ses homologues allemands et tchèques

Le comité de jumelage Anor-Europe s'est réuni pour faire le point sur ses activités. La commune est jumelée avec Aken en Allemagne, et Pribram en République tchèque. Le comité de jumelage a joué l'intermédiaire entre le collège Joliot-Curie de Fourmies et son homologue à Aken.

Anor-Europe a également proposé lors d'une réunion de sensibilisation linguistique d'offrir un voyage au marché de Noël de Trêves en Allemagne aux petits germanistes anoriens. Le comité propose une évasion à Bruges le 26 juin et une grande manifestation est prévue à l'occasion du cinquième anniversaire du jumelage entre Anor et Pribram du 2 au 4 juillet.

La Voix du Nord : 30/05/10

Se faire soigner en Belgique c'est possible, pas seulement pour les travailleurs frontaliers

La conférence sur l'accès aux soins de santé, organisée par la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache en collaboration avec l'association des « Frontaliers inquiétés » avait pour principal but d'informer sur la nouvelle réglementation en ce qui concerne la coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe.

Depuis le 1er mai, le nouveau règlement européen permet notamment aux familles des travailleurs frontaliers de bénéficier des mêmes droits que ces travailleurs. Les personnes peuvent choisir le pays dans lequel elles veulent se faire soigner. Pour tous les habitants de la Thiérache, il existe la Transcard. Il suffit simplement de présenter sa carte Vitale ou la carte SIS pour les Belges dans un hôpital de l'autre côté de la frontière. Ce dispositif unique en France existe depuis dix ans.

L'Union : 31/05/10

Vers la renaissance du système ? Transcards, c'est vital

Ce samedi après-midi, la réunion sur l'accès aux soins des transfrontaliers a réuni quelques dizaines de personnes. La conférence était organisée par la Maison de l'Europe de la Grande Thiérache et par l'association des « Frontaliers inquiétés » et avait pour but d'informer sur l'accès aux soins de part et d'autre de la frontière.

Cela a permis notamment d'évoquer le système Transcard qui existe depuis dix ans. Elizabeth Tacquenier, de la CPAM de Saint-Quentin avait participé au lancement de la Transcard et a souligné que « ce fut la première région d'Europe où il y avait autant de coopération. »

Vitale contre Sis

Toutefois, la carte vitale permet un meilleur remboursement que la carte Sis son équivalent en Belgique. Un tiers payant a donc été instauré. Le système est très complexe même si Transcard avait pour volonté de simplifier les choses.

La Voix du Nord : 31/05/10

Et si Bruxelles taxait les banques ?

La Commission européenne a proposé la semaine dernière de créer des fonds nationaux financés par les banques en Europe pour faire face à de futures crises financières. Cette proposition doit encore être discutée entre les Etats de l'Union européenne.

Il s'agirait de mettre en place à titre préventif un réseau européen de « fonds de résolution des défaillances bancaires. » La Commission européenne compte présenter ses idées lors du prochain sommet du G20 les 26 et 27 juin, mais les discussions seront mouvementées car le Royaume-Uni a déjà exprimé ses réserves.